

L'acceptation du plein emploi comme objectif prioritaire

Même dans sa troisième édition (1941 en anglais, 1943 en français), l'ouvrage rédigé par Gottfried Haberler pour la Société des Nations, *Prospérité et dépression* (1937), reste principalement consacré aux débats d'avant la *Théorie générale* et ne fait guère place aux idées de Keynes. Mais dès 1943, le rapport de la délégation de la Société des Nations chargée de l'étude des dépressions économiques, *Le Passage de l'économie de guerre à l'économie de paix*, met en avant le « droit au travail », avec le but « d'assurer à la fois la liberté et la possibilité de travailler »¹.

En Grande-Bretagne, William Beveridge prolonge son rapport sur *Les Assurances sociales et les services connexes* (1942) par un second sur le plein emploi. Ce dernier est en cours d'impression quand le gouverne-

1. Société des Nations, *Le Passage de l'économie de guerre à l'économie de paix*, Genève, SDN, 1943, p. 17 et 20.

ment publié, en mai 1944, un livre blanc dans lequel il « s'assigne comme but principal et assume la responsabilité de maintenir après la guerre l'occupation à un niveau élevé et stable », sur la base notamment d'une « politique qui consiste à maintenir la dépense totale ».

Dans son rapport, *Full Employment in a Free Society* (1944, trad. fr. 1945), William Beveridge se réfère explicitement à Keynes : « Une nouvelle ère de la théorie économique de l'occupation [sic] et du chômage a été inaugurée par la publication, en 1936, de la *Théorie générale de l'occupation* [sic], de l'intérêt et de la monnaie [...], par J.M. Keynes, maintenant Lord Keynes. Je ne puis tenter de dire ici, même brièvement, à quel point cet ouvrage, qui marque dans l'histoire, a bouleversé le langage et la pensée économiques¹. »

Beveridge est prêt à aller très loin pour que soit assuré le plein emploi : si, écrit-il, « le raisonnement montrait que l'abolition de la propriété privée des moyens de production est nécessaire pour la pleine occupation, il faudrait procéder à cette abolition »². Cependant ses propositions s'inscrivent dans la perspective d'un interventionnisme moins radical, avec notamment une nouvelle politique budgétaire basée « sur le potentiel humain disponible et non pas sur l'argent »³ et, plus largement, « une politique de socialisation de la demande plutôt qu'une politique de socialisation de la production »⁴.

L'affirmation du plein emploi comme objectif prioritaire fait tache d'huile. Le gouvernement canadien publie en avril 1945 un livre blanc affirmant que l'un des objectifs principaux de la politique canadienne « est d'assurer un niveau élevé et stable de l'emploi et du revenu et, par ce moyen, d'élever les niveaux de vie »⁵. L'Australie publie également un livre blanc sur le plein emploi et la Nouvelle-Zélande adopte une loi sur l'emploi. Sous des formes différentes de semblables positions mettant en avant l'objectif de plein emploi sont adoptées dans de nombreux pays d'Europe tels que la Belgique, la France, les Pays-Bas, la Norvège.

Aux Etats-Unis, le préambule de l'*Employment Act* de 1946 affirme qu'il est de la responsabilité du gouvernement fédéral d'utiliser tous les moyens praticables, dans le respect de la libre entreprise, de la concur-

1. William Beveridge, *Full Employment in a Free Society*, Londres, G. Allen & Unwin, 1944 ; trad. fr., *Du travail pour tous dans une société libre*, Paris, Domat-Monchrestien, 1945, p. 98. C'est par le mot occupation, et non emploi, qu'est traduit, dans la version française, le mot anglais *employment*.

2. *Ibid.*, p. 22.

3. *Ibid.*, p. 145.

4. *Ibid.*, p. 206.

5. Nations unies, *Le Maintien du plein emploi*, New York, 1949, p. 9.

rence, et du bien-être général pour créer les conditions permettant l'emploi des personnes désireuses de travailler et « pour porter au maximum l'emploi, la production et le pouvoir d'achat »¹. Plus largement, la conférence des Nations unies sur le commerce et l'emploi, tenue à La Havane en février 1948, souligne l'importance de la réalisation et du maintien du plein emploi productif².

Victoire des idées de Keynes, assurément, mais aussi de tous ceux qui, dans les années trente et quarante, ont recherché et proposé des mesures pour le plein emploi : en Europe, parmi beaucoup d'autres, Ohlin, Myrdal, Tinbergen ; et aux Etats-Unis, les nombreux économistes qui, dès le début des années trente, appelaient à une politique nouvelle pour combattre le chômage massif : de Sumner Slichter et Virgil Jordan aux universitaires de Chicago signataires d'un mémorandum affirmant que le choix était entre une attente (qui risquait d'être longue) d'une baisse suffisante des coûts, et une politique d'injection (par les finances publiques) d'un volume consistant de nouveau pouvoir d'achat³ ; mais aussi John Maurice Clark⁴ et Paul H. Douglas⁵, dont les idées et les propositions préfigurent en ce domaine, en 1934 et 1935, celles de la *Théorie générale*.

Paradoxalement, au moment où les responsables politiques font leur, avec ou sans référence à Keynes, l'objectif de plein emploi, il y a déjà plusieurs années que Keynes s'est inquiété des difficultés qui se manifesteraient à l'approche du plein emploi. De leur côté, Fellner (1946) et Lerner (1951) se préoccupent des risques pour la stabilité des prix de politiques menées sans le discernement nécessaire. Et, en rédigeant l'avant-propos de la traduction française de son *Introduction à la théorie de l'emploi* (écrite en 1935 et publiée en 1937), J. Robinson exprime, en 1947, un semblable souci :

Le succès même d'une politique de l'emploi fait surgir de nouveaux problèmes. Dans un système fondé sur l'entreprise privée, l'existence d'une réserve de chômeurs jouait un rôle important [...]. Le

1. *Ibid.*, p. 9.

2. *Ibid.*, p. 1.

3. Parmi les signataires, on compte Paul H. Douglas, Frank H. Knight, Henry Schultz, Henry C. Simons, Jacob Viner. Voir J.R. Davis, *The New Economics and the Old Economists*, Ames, Iowa State University Press, 1971, p. 12 s. et 25 s.

4. *Strategic Factors in Business Cycles*, New York, National Bureau of Economic Research, 1934 ; *Economics of Planning Public Works*, Washington, DC, US Government Printing Office, 1935. Voir Davis, *op. cit.*, p. 64 s.

5. *Controlling Depressions*, New York, W.W. Norton, 1935. Voir Davis, *op. cit.*, p. 47 s.

chômage maintenait la discipline dans l'industrie [...], donnait une souplesse suffisante au mécanisme de la production pour lui permettre de s'adapter à l'évolution de la technique et aux variations de la demande [et] en freinant la tendance à la hausse des salaires nominaux [...] assurait une stabilité suffisante à la valeur de la monnaie. Le chômage était une méthode cruelle et coûteuse d'obtenir ces résultats. Mais s'il doit être aboli, d'autres méthodes sont à trouver pour accomplir ces mêmes fonctions (Robinson [1937] 1948, p. 10).

Joan Robinson ne prône évidemment pas l'abandon du projet keynésien ; mais, face à une situation nouvelle, elle invite à poursuivre la réflexion et à l'étendre aux politiques économiques à mettre en œuvre dans la nouvelle conjoncture de l'après-guerre. C'est ce que fait, parmi d'autres, Weintraub, qui, très tôt, prend conscience du risque que coexistent chômage et inflation, dégage l'importance du taux de salaire monétaire et propose de compléter la politique de gestion de la demande par une politique des revenus (Weintraub 1940, 1946).

L'âge d'or de l'interventionnisme et des politiques économiques

Dans le livre qu'il publie en 1947, *Economic Policy and Full Employment*, Alvin Hansen rejette les positions avancées par Hayek dans *La Route de la servitude* (1944). Mise en garde contre l'engrenage qui conduit de l'interventionnisme et de la planification au socialisme et au nazisme, bref, au totalitarisme, à la servitude, le livre de Hayek connaissait une forte diffusion. Constatant l'effondrement de l'ordre ancien, Hansen plaide pour la reconstruction d'une économie de marché, tant au plan national qu'international, sur la base de nouvelles institutions. Les nouvelles caractéristiques du capitalisme rendent nécessaire la politique économique ; et la gestion de la demande globale et de ses composantes majeures doit en être le principal instrument d'action : « Un programme pour le plein emploi et le niveau maximal de production implique, entre autres, un programme pour la stabilité » (Hansen 1947, p. 3). En 1950, un texte élaboré par un sous-comité de l'American Economic Association, sur le problème de l'instabilité économique¹, place pratiquement sur le même plan l'objectif du plein emploi et celui

1. « The Problem of Economic Instability », A Committee Report, *American Economic Review*, vol. 40, 1950, 501-38 ; repris in W.D. Grampp et E.T. Weiler (dir.), *Economic Policy*, Homewood, Illinois, Richard D. Irwin, 1956 [1^{re} éd., 1953], 12-41.

de la stabilité des prix ; il préconise une gamme assez large de mesures touchant à la fois aux finances publiques et à la politique monétaire. Parmi les cinq auteurs de cette étude¹, on trouve deux jeunes économistes dont les itinéraires divergeront : Milton Friedman et Paul Samuelson.

Plus largement, les voix de Hayek et des opposants à l'interventionnisme sont très nettement couvertes, dans l'après-guerre, par celles des partisans des politiques économiques, qu'ils se réfèrent ou non à Keynes. Aux hommes politiques et à leurs conseillers, la remise en marche et la modernisation de l'économie de leur pays s'imposent comme une responsabilité première. D'autres objectifs sont aussi poursuivis : l'élargissement et l'amélioration de la protection sociale, du logement, de la santé, de l'éducation, l'élévation du niveau de vie, bref la croissance. Dans tous les pays industriels, l'heure est aux politiques économiques².

Dans la mesure où elles comportaient, au cœur de leur dispositif, la régulation de la demande comme levier principal pour impulser ou freiner l'activité, ces politiques furent fréquemment qualifiées de keynésiennes. Mais elles se sont aussi nourries à d'autres sources : étatismes libéral au Japon et en Allemagne, tradition sociale-démocrate en Europe du Nord, interventionnisme et colbertisme en France, où Jean Monnet³ jette, avec Etienne Hirsch, F. Gaillard, Robert Marjolin, Pierre Uri, les bases de la planification indicative.

En Allemagne fédérale, Ludwig Erhard conçoit et met en œuvre l'« économie sociale de marché », caractérisée par une large confiance dans le marché, l'Etat devant veiller à ce que le progrès bénéficie à l'ensemble de la société ; Wilhelm Röpke, principal représentant de l'école de Fribourg (Allemagne) après la mort, en 1950, de Walter

1. Emile Despres, Milton Friedman, Albert G. Hart, Paul Samuelson et Donald H. Wallace.

2. Témoigne de leur parenté et de leur diversité l'ouvrage collectif, *Economic Policy in Our Time*, 3 vol., Amsterdam, North-Holland, 1964 ; trad. fr. abrégée, Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, 1966 ; cet ouvrage regroupe les contributions de E.S. Kirschen, J. Bénard, H. Besters, F. Blackaby, O. Eckstein, J. Faaland, F. Hartog, L. Morissens, E. Tosco.

3. Jean Monnet, premier commissaire au Plan, quitte ce poste en mai 1950 pour présider la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier). Il est remplacé par E. Hirsch, auquel succédera Pierre Massé. Ces deux derniers sont ingénieurs de formation. Cf. Pierre Bauchet, *La Planification française*, Paris, Seuil, 1962, p. 16. Voir aussi Claude Gruson, *Origine et espoirs de la planification française*, Paris, Dunod, 1968 ; Pierre Massé, *Le Plan ou l'anti-hasard*, Paris, Gallimard, 1965.

Euken, lui apporte sa caution¹. En Grande-Bretagne, James Meade, qui avait déjà avant la guerre apporté son soutien aux propositions de Keynes, préconise en 1948 la « *lib-lab policy* » : politique libérale en ce sens qu'elle doit respecter le marché, mais aussi sociale et soucieuse des intérêts du monde du travail. Dans les pays scandinaves, les politiques menées trouvent leurs inspirations dans les travaux et les analyses de Frisch en Norvège, et d'Ohlin, Myrdal et Lundberg en Suède.

En Hollande, mais son influence déborde largement ce pays, Jan Tinbergen a non seulement joué un rôle actif dans la construction d'un modèle de l'économie hollandaise et la mise en place de la comptabilité nationale, mais aussi, dans les années cinquante, pour la planification et la définition de la politique économique ; critiquant la mise en œuvre simultanée de plusieurs politiques économiques poursuivant chacune un (ou quelques) objectif(s), il affirme la nécessaire unicité de la politique économique, et dégage le principe selon lequel il est possible de poursuivre plusieurs objectifs majeurs, dès lors que l'on utilise un nombre égal de moyens d'action majeurs. Il assigne d'ailleurs à la politique économique de lourdes responsabilités, qui vont de la « dépense réelle maximum par tête avec "plein" emploi et équilibre monétaire », à l'« amélioration de la répartition du revenu réel ou de la dépense réelle entre les groupes sociaux et entre les pays » et de l'« émancipation de certains groupes défavorisés » au « maintien de la paix internationale » (Tinbergen [1956] 1961, p. 15-16). Très tôt, Meade (1951-1955) et Tinbergen (1952) ont pris en compte l'environnement extérieur et conçu les instruments et les actions de politique économique pour une économie ouverte.

Avec les développements de l'analyse économique, les progrès de la connaissance statistique et la mise en œuvre des modèles macroéconométriques, la connaissance des économies nationales s'affirme et s'affine. La détérioration de la situation économique des Etats-Unis vers la fin des années cinquante suscite une forte demande de croissance². Et la victoire de John F. Kennedy va donner aux économistes américains,

1. Voir L. Erhard, *Deutsche Wirtschaftspolitik*, Dusseldorf, Econ-Verlag, 1962 ; trad. fr., *Une politique de l'abondance*, Paris, Laffont, 1963, avec une préface d'Alfred Grosser.

2. Sont publiés, en 1959, par l'AFL-CIO, *Policies for Economic Growth*, et par le CED-Committee for Economic Development, *The Budget and Economic Growth* ; et en 1960, par le Joint Economic Committee of Congress, *Employment, Growth and Price Levels*, par la Chambre de commerce des Etats-Unis, *The Promise of Economic Growth*, et par la National Planning Association, *Long-Range Projections for Economic Growth* ; voir H.W. Arndt, *The Rise and Fall of Economic Growth*, University of Chicago Press, 1978, éd. 1984, p. 57.

partisans d'une attitude active de l'Etat, l'occasion de faire la preuve de la validité et de l'efficacité de leurs nouveaux savoirs. Outre les avis qu'il reçoit de Samuelson et de Galbraith, le président est entouré d'une solide équipe de conseillers officiels, avec notamment Walter Heller, James Tobin, Kermit Gordon, Robert Solow et Arthur Okun. Ceux-ci préparent et proposent une nouvelle politique économique : la « nouvelle économique »¹.

Celle-ci, selon J. Tobin², a reposé sur trois principes : le premier consiste dans la mise en œuvre d'instruments de politique macroéconomique en vue d'atteindre certains objectifs économiques réels ; le deuxième se traduit par une gestion active de la demande pour combattre les faiblesses inhérentes au capitalisme de marché ; le troisième réside dans la mise en œuvre combinée de politiques fiscales et monétaires. Enfin, dans la mesure où la mise en œuvre de ces deux types de politiques n'était pas suffisante pour assurer ensemble plein emploi et stabilité des prix, un troisième type de politique, en filigrane dans la *Théorie générale*, se révéla nécessaire : la politique des revenus.

W. Heller, qui présida le Comité des conseillers économiques sous la présidence de J.F. Kennedy, dresse le bilan des politiques menées par Kennedy et son successeur :

La connaissance économique a atteint sa majorité au cours des années soixante. Deux présidents ont reconnu son importance en tant que composante de la puissance nationale et facteur du pouvoir présidentiel et l'ont mise à contribution. Qu'ils aient accepté d'utiliser, pour la première fois, toute la gamme des instruments de la science économique moderne, constitue l'élément déterminant de l'expansion ininterrompue que les Etats-Unis ont connue depuis le début de 1961 – expansion qui, en cinq ans, a créé plus de sept millions de nouveaux emplois, doublé les bénéfiques, accru le produit national d'un tiers [...] (Heller [1966] 1968, p. 35).

1. En 1988, J. Tobin et M.L. Weidenbaum ont réédité le premier rapport économique préparé par les conseillers du président Kennedy en 1961 et celui qu'ont écrit, vingt ans plus tard, les conseillers du président Reagan, sous le titre significatif *Two Revolutions in Economic Policy* (Tobin 1988). Voici un passage du rapport des conseillers de Kennedy : « La tâche inachevée de la politique économique inclut 1° la réalisation du plein emploi et d'une prospérité soutenue sans inflation, 2° l'accélération de la croissance économique, 3° l'élargissement de l'égalité des chances, 4° la restauration de l'équilibre de la balance des paiements. La politique économique est ainsi confrontée à une mission difficile, mais qui peut et doit être réalisée dans le cadre d'une société libre » (p. 93-94).

2. « Keynes's Policies in Theory and Practice », in H.L. Wattel (dir.), *The Policy Consequences of John Maynard Keynes*, Londres, Macmillan, 1985, p. 18-9.

La science économique triomphe donc. Mais aussi, désormais, la responsabilité du gouvernement en matière économique est reconnue :

Nous avons fini par accepter en pratique ce que nous avons admis en théorie vingt ans auparavant dans la loi sur l'emploi de 1946, à savoir que la responsabilité suprême en matière de stabilité et de croissance économique incombait au gouvernement fédéral ; et nous sommes enfin décidés à adopter une politique fiscale et monétaire efficace en vue d'atteindre ces objectifs. Ce sont là des changements profonds. Ils ont entraîné non pas la création d'une nouvelle science économique, mais l'achèvement de la révolution keynésienne, trente ans après que John Maynard Keynes en eut ouvert le feu (*ibid.*, p. 36).

La révolution keynésienne apparaît bien alors comme à l'origine du fait qu'enfin on pense maîtriser l'activité économique. Heller énumère l'ensemble des progrès de la science économique qui, selon lui, ont rendu possible cette nouvelle maîtrise de l'économie, concrétisée par la nouvelle économique :

- L'intervention spectaculaire de Lord Keynes qui, grâce à sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, a tiré la science économique du désert de la théorie classique de l'équilibre [...].
- L'américanisation de Keynes par Alvin Hansen [...].
- Les travaux féconds de Simon Kuznets sur les concepts de revenu national et de produit national brut [...].
- La « synthèse néoclassique » de Paul Samuelson, qui a combiné les apports des économistes classiques et ceux de Keynes en une politique d'équilibre de plein emploi et de répartition optimale des ressources.
- Les apports d'une nouvelle génération d'économistes capables de résoudre les modèles économiques sur ordinateurs [...] (*ibid.*, p. 39-40).

W. Heller marque là le triple enracinement de la « nouvelle économique » : dans la pensée de Keynes, dans la tradition américaine et dans la « modernité » des années cinquante et soixante. Et il laisse jaillir cette profession de foi, caractéristique du milieu des années soixante : « Nous sommes unanimes à penser que l'économie ne peut pas trouver son rythme d'elle-même. Il semble maintenant tout naturel que le gouvernement intervienne pour maintenir l'emploi et la croissance économique à des taux élevés, tâche essentielle que les mécanismes du marché ne sauraient effectuer spontanément » (*ibid.*, p. 47). Unanimes, le mot est certainement excessif ; d'opiniâtres tenants du libéralisme, comme F. Hayek et A.F. Burns, qui a été président du comité des conseillers du

président Eisenhower et qui préside le NBER, de 1957 à 1967, mais aussi M. Friedman, qui publie en 1962 *Capitalisme et liberté*, et en France Jacques Rueff, affirment des positions radicalement opposées.

Il n'empêche. Les années cinquante et soixante constituent l'âge d'or des politiques économiques. Avec ou sans référence à Keynes, fortement interventionnistes ou « libérales », fondées sur des transformations structurelles ou plus axées sur une gestion fine de la conjoncture, celles-ci ont indiscutablement des composantes keynésiennes. Les variables stratégiques sont les quantités globales ; l'accent est mis sur la demande et ses composantes (investissement, consommation, dépenses gouvernementales), avec des actions sur l'investissement public et les déterminants de l'investissement privé, la répartition du revenu (à travers notamment la fiscalité et la redistribution), les finances publiques.

C'est le temps de la certitude. Les économistes savent : grâce à une connaissance de plus en plus précise de la réalité, ils savent jouer sur une gamme de plus en plus diversifiée d'instruments pour permettre aux gouvernements d'atteindre divers objectifs, tout en assurant la croissance dans l'équilibre. Du moins, pour beaucoup d'entre eux, en ont-ils la ferme conviction.

La relation entre chômage et taux de variation des salaires nominaux au Royaume-Uni entre 1861 et 1957(*)

Alban W. PHILLIPS

Economica, New Series, Vol. 25, November 1958

I. HYPOTHÈSES

Quand la demande d'un bien ou d'un service est élevée par rapport à l'offre, on s'attend à ce que le prix monte, le taux d'augmentation étant d'autant plus fort que l'excès de demande est important. De même quand la demande est faible relativement à l'offre, on s'attend à ce que le prix baisse, le taux de variation étant d'autant plus fort que la demande est insuffisante. Il paraît vraisemblable que ce principe régit les taux de variation des salaires nominaux qui sont le prix du travail. Quand la demande de travail est élevée et qu'il y a très peu de sous-emploi, on peut s'attendre à ce que les employeurs proposent rapidement des salaires plus élevés, chaque entreprise, chaque industrie étant sans cesse tentée d'offrir légèrement plus que les salaires prévalant pour obtenir le travail le mieux qualifié des autres entreprises. D'un autre côté, on remarque que les travailleurs rechignent à offrir leurs services pour des rémunérations inférieures aux salaires prévalant même quand la demande de travail est faible et le chômage élevé. De la sorte, les salaires nominaux ne baissent que très lentement. La relation entre le niveau de chômage et le taux de variation des salaires sera donc probablement très fortement non linéaire.

Il est possible que le taux de variation de la demande de travail, et donc du chômage, soit un deuxième facteur susceptible d'influencer le taux de variation des salaires nominaux. Ainsi, durant une année où l'activité est en hausse, la demande de travail augmentant et le taux de chômage diminuant, les employeurs se livreront à des enchères plus vigoureuses qu'ils ne l'auraient fait durant une année où, pour un même taux de chômage, la demande de travail n'aurait pas été croissante. De même dans une année où l'activité est en baisse, la demande de travail baissant et le taux de chômage augmentant, les employeurs seront moins enclins à accorder des augmentations de salaire, le rapport de force étant

(*) Cette étude fait partie d'un projet de recherche plus vaste financé par la Fondation Ford. L'auteur a reçu l'aide de Mrs Marjory Klonarides. Nous remercions E.H. Phelps Brown, J.E. Meade et R.G. Lipsey pour leurs commentaires sur une première version.

moins favorable aux travailleurs qu'il ne l'aurait été durant une année où pour un même taux de chômage la demande de travail n'aurait pas été décroissante.

Le taux de variation des prix de détail est le troisième facteur susceptible d'affecter le taux de variation des salaires nominaux, ceci par l'intermédiaire des ajustements de coût de la vie. Cependant, nous soutenons ici que ces ajustements ont peu ou pas d'effet sur le taux de variation des salaires nominaux, sauf dans les périodes où une hausse rapide du prix des importations (ou du prix des produits agricoles domestiques, en de rares occasions au Royaume-Uni) contraignent les prix de détail à augmenter. Supposons par exemple que la productivité croisse au taux constant de 2% par an et que la demande globale croisse au même rythme, de sorte que le taux de chômage reste stable à, disons, 2%. Supposons qu'avec ce taux de chômage et sans ajustement des salaires au coût de la vie, on observe une augmentation des salaires de 3% par an en raison des enchères auxquelles se livrent les employeurs sur le marché du travail. Enfin, on supposera que les prix des importations et des autres facteurs de production augmentent aussi de 3% par an. Alors les prix de détail augmenteront en moyenne de 1% par an (le taux de variation du coût des facteurs moins celui de la productivité). Dans ces conditions, l'introduction d'ajustements de coût de la vie sera sans effet puisque les employeurs donneront, sous cette appellation, ce qu'ils auraient donné de toute façon par le jeu de la concurrence sur le marché du travail.

En supposant que la valeur des importations représente un cinquième du revenu national, les ajustements de coût de la vie ne deviennent un facteur d'accélération de la hausse des salaires nominaux que dans les périodes où le taux annuel de variation du prix des importations dépasse le taux d'augmentation des salaires résultant de la compétition entre les employeurs de plus de cinq fois le taux de croissance de la productivité. Ainsi, dans l'exemple ci-dessus, une augmentation annuelle de plus de 13% du prix des importations ferait plus que compenser les effets de la croissance de la productivité, de sorte que les prix de détail croîtraient de plus de 3% par an. Les ajustements de coût de la vie conduiraient alors à une hausse des salaires plus importante que celle qui aurait résulté de la tension du marché du travail. Les prix de détail s'en trouveraient à leur tour plus élevés. L'augmentation rapide du prix des importations est ainsi à l'origine d'une spirale prix-salaires qui se poursuivra jusqu'à ce que le taux d'augmentation du prix des importations tombe suffisamment bas en dessous de la valeur critique qui se trouve aux alentours de 13% par an. Le but de cette étude est d'apprécier si des éléments statistiques permettent de soutenir l'hypothèse selon laquelle le taux de variation des salaires nominaux peut être expliqué par le niveau du chômage et le

Phillips : Unemployment and Money Wage Rates

5

taux de variation du chômage sauf pour les années ou immédiatement après les années pour lesquelles on a observé une forte augmentation du prix des importations. Si ces éléments existent, nous estimerons la relation entre le chômage et le taux de variation des salaires nominaux. Les périodes 1861-1913, 1913-1948 et 1948-1957 seront prises en compte séparément.